

Extrait du fascicule édité par le Centre de Coordination et de recherche sur le Mouvement Etudiant : La question des Classes moyennes salariées ou scolarisées. Le Centre Révolutionnaire d'initiative et de Recherche (C.R.I.R.) est signataire de ce texte.

C. R. I. R.\*

---

Ce texte\*, qui a été écrit entre le 8 et le 15 mai 1968, vise à

- souligner la crise théorique du mouvement ouvrier révolutionnaire qui nous semble être la racine des ambiguïtés de la crise politique actuelle, dans lesquelles se débat le mouvement de révolte étudiante ;

- apporter des éléments dans la discussion sur le caractère de classe de l'enseignement et sur les rôles des couches moyennes qu'il a pour tâche de former ;

- poser le problème des modalités de la participation éventuelle de ces couches moyennes à la lutte révolutionnaire ;

- lever l'hypothèque du faux dilemme : critique de la société de consommation ou soutien aux luttes ouvrières ;

- en déduire quelles tâches actuelles nous semblent prioritaires.

- 
- Nous n'en publions ici que les parties 1 et 2 ; les analyses de la troisième partie étant assez "répandues" depuis Mai 68. [publiées dans le fascicule intitulé « Le Mouvement Etudiant entre lutte contre l'exploitation du prolétariat et la critique de la consommation » Paris, C.R.I.R, 1968 18p.]
  - [C.R.I.R. : Centre Révolutionnaire d'Initiative et de Recherches - Quelques anciens militants du mouvement étudiant ont entamé une recherche théorique et pratique des raisons et des formes de la lutte révolutionnaire.]

#### PLAN

1. Ce que révèle le mouvement étudiant.

2. Quelle est la place des couches moyennes dans les rapports de production.

2.1. L'échec de l'analyse marxiste traditionnelle.

2.2. Une tentative de critique économique rôle des couches moyennes dans les réponses capitalistes à la menace de crise de surproduction.

3. Le système idéologique.

3.1. Description de l'idéologie dominante.

3.2. Les dysfonctionnements du système ; mécanismes de fuite et de réintégration.

3.3. Un exemple : les étudiants.

4. Quelles sont nos tâches.

## CE QUE REVELE LE MOUVEMENT ETUDIANT

---

Bien que les diverses manifestations de solidarité tendent aujourd'hui à le masquer, il est clair que personne n'avait prévu, et d'ailleurs personne n'aurait pu prévoir, ce que les étudiants ont fait.

Et cela pour la bonne raison que ce mouvement a été l'expression momentanée à l'intérieur de l'Université d'un refus total de la plupart des valeurs et des catégories communément admises dans la société en général et des types de comportement qui en découlent - que ce soit ceux des professeurs les plus "modernistes", ceux des dirigeants ouvriers les plus puissants aujourd'hui, ou ceux que les étudiants eux-mêmes ont adopté jusqu'ici - il en est ainsi des aspirations en lesquelles une partie d'entre eux voient maintenant une intégration au système, depuis que le mode de vie petit-bourgeois (c'est-à-dire la "mode"), jusqu'au désir de "réussir" une belle carrière professionnelle, et l'humanisme n'est pas rangé très loin du carriérisme, avec ô combien de raisons ; ce refus est donc autocritique du syndicat étudiant, de son incapacité à replacer ses revendications universitaires dans un cadre général ; critique des formules magiques avancées (la F.E.R. : étudiants et travailleurs, tous révolutionnaires, dans un "front uni"!!!) et de la nature réformiste, voire réactionnaire des principaux mots d'ordre de ce mouvement (pour le plein emploi, contre la sélection !).

On reprochera sans doute à ce qui précède d'outrepasser les mots d'ordre formulés par les étudiants ; ce reproche sera significatif de l'ambiguïté du soutien que les étudiants ont reçu, du détournement que ce soutien tente d'opérer - soutien des professeurs qui souhaitent ramener au bercaïl du dialogue universitaire (et constructif) les brebis enragées, et qui vont jusqu'à faire la théorie de ce détournement - la contestation comme facteur de croissance !!! (cf. les découvertes de Monsieur Touraine, exposées dans *Le Monde*) ; soutien des dirigeants ouvriers soucieux d'affirmer la présence d'une opposition au gaullisme..., au lendemain des massacres !

Ceux qui tentent ainsi de réduire le mouvement jouent sur la confusion des mots d'ordre.

Ils refusent de voir que cette confusion provenait d'un mélange, et même de deux types de mélanges :

° mélange des mots d'ordre de chacun des groupes qui prétendent apporter aujourd'hui un programme politique au mouvement étudiant ;

° mélange de ces mots d'ordre avec des questions qui les dépassent profondément

.rôle du sociologue dans l'entreprise, le sondage d'opinion et le conditionnement publicitaire,

. Rôle des enseignants dans la diffusion de l'idéologie,

. Rôle des scientifiques dans leurs rapports avec l'armée et l'industrie.

Celui-là ment qui prétend aujourd'hui - après les barricades - que la réponse à ces questions se trouve dans un programme politique formulé ou près de l'être. Il ment et prend une certaine responsabilité - celle de ne plus laisser aux participants du 10 mai qu'une alternative - le désespoir ou le cynisme d'une part, le conformisme ou le repli dans le sectarisme, d'autre part.

Nous-mêmes n'avons pas de programme politique à défendre, et pour cela, nous croyons parler le même langage que les "enragés". C'est sur la base du même refus que nous, c'est-à-dire quelques anciens militants du mouvement étudiant, avons entamé depuis un moment une recherche théorique et pratique des raisons et des formes de la lutte révolutionnaire, recherche qui constitue en elle-même une autocritique sévère de notre pratique passée et de notre situation présente.

Les étudiants, par la violence et l'importance numérique de leur mouvement, ont réussi à provoquer un débat dont l'enjeu nous semble capital autant que complexe, un débat que nous avons été jusqu'ici incapables de susciter nous-mêmes dans les larges masses qu'ont ébranlées les étudiants.

### Nous est-il possible et serons-nous capables d'être révolutionnaires ?

Nous voulons, nous aussi, contribuer à ouvrir cette voie, si elle existe, entre le désespoir et l'intégration -la différence entre les étudiants et nous -pour l'instant- c'est que nous avons eu une mauvaise expérience de la politique, qu'elle a certainement laissé des stigmates profonds dont il faut que nous apprenions à nous débarrasser.

Entre eux et nous, sont venus les situationnistes avec leur entreprise de démystification de la vie quotidienne, du travail et de la politique, leur volonté de mettre à jour l'idéologie de production/consommation ; est venu le maoïsme avec le souci que nous y voyons d'échapper aux déterminismes économiques et d'engager un combat radical contre eux sur le plan idéologique, sans pour autant quitter le terrain concret de la vie quotidienne, celle des masses.

Mais par leur mouvement, les étudiants révèlent que même ces réponses qui dépassent - et de loin - ce que fut la politique des années 60, est insuffisant, au moins pour notre pays, et sans doute pour tous les pays développés industriellement.

Elles sont insuffisantes car elles ne leur disent pas comment, dans un pays où le prolétariat ne dépasse pas 35% de la population, il faut considérer les autres couches, autres que la bourgeoisie (nous nous proposons de définir précisément les termes que nous employons ici en introduction): sont-elles potentiellement révolutionnaires (la nouvelle gauche) ou réactionnaires (la base sociale du révisionnisme, de la restauration du capitalisme)?

C'est la question d'extrême urgence pour eux, les étudiants, qui sont à l'université pour devenir membres de ces couches. Elle l'est autant et plus encore pour nous qui le sommes déjà.

La recherche que pour notre part nous avons tentée a eu essentiellement, pour l'instant, l'aspect d'une réflexion théorique. Nous n'avons pas voulu continuer à considérer le marxisme comme un trésor prêt à servir le jour où ....

Nous avons ouvert le coffre, nous y avons perdu des illusions mais nous y avons gagné en ce qu'aujourd'hui la théorie ne nous paraît plus si éloignée de l'action, si coupée d'elle, même si elles restent toutes deux encore problématiques.

Au moment où le mouvement étudiant est à la croisée des chemins, au lendemain d'une action qui a changé bien des choses, qui a en particulier ouvert la possibilité d'affronter avec quelque enthousiasme des questions difficiles, nous livrons à la critique les résultats que nous avons obtenus. Que cette critique nous aide à échapper aux risques inhérents à la méthode que nous avons choisie (scientisme, académisme et sans doute paternalisme).

QUELLE EST LA PLACE DES "COUCHES MOYENNES "  
DANS LES RAPPORTS DE PRODUCTION ?

---

Nous n'allons pas ici résoudre un problème où tout le monde a échoué. Nous allons seulement énoncer un échec, celui de l'économie politique marxiste traditionnelle, en chercher les racines et proposer une hypothèse.

ECHEC DE L'ANALYSE MARXISTE TRADITIONNELLE

Le marxisme définit une classe par sa place dans les rapports de production. Encore faut-il préciser les critères utilisés :

- propriété des moyens de production,
- production, ou plutôt création, de valeurs (les marchandises) dont une partie est appropriée par d'autres, la plus-value,
- pouvoir de décision et de répression...

La bourgeoisie est définie comme propriétaire des moyens de production employant des travailleurs salariés. Cette définition suppose que sont définis, sans ambiguïté, les moyens de production, la production elle-même, ce qu'il n'est pas possible de prétendre aujourd'hui, devant l'importance prise par le secteur dit improductif - les propriétaires d'entreprises aussi puissantes que MANPOWER (travail temporaire) ou PUBLICIS, détiennent-ils là des moyens de production (ou bien ne seraient-ils pas des bourgeois!).

Certes, on peut opposer à cela que Marx attribue au capital commercial et au capital financier, c'est-à-dire à la bourgeoisie, le rôle de créer les instruments nécessaires à la commercialisation des marchandises, à la réalisation de la plus-value. Mais ce statut bâtard dans la théorie (qui introduit presque une analyse marginale) ne sous-entend-il pas que la part relative de ce secteur ne doit nécessairement rester assez faible ? On verra que cette question apparaît avec suffisamment de force sur tant de points qu'il n'est pas possible de l'écarter.

Le prolétariat est constitué par l'ensemble des producteurs salariés, c'est-à-dire de ceux qui, par leur travail, créent des valeurs et n'en reçoivent qu'une partie en guise de salaire. Le reste est la plus-value, fruit de l'exploitation du travail prolétaire par le capital. Nous retrouvons alors la même question : où s'arrête la production, la création de valeurs et de plus-value, biens matériels seulement, ou services ? Et une seconde question : tous les salariés produisent-ils tous de la plus value, n'y a-t-il pas de salariés exploités (les P.D.G. sont "salariés")?

Si Marx s'est contenté de ces approximations, c'est en partie parce qu'elles étaient opératoires à son époque (les P.D.G. salariés n'existaient pas encore). C'est aussi parce qu'il prévoyait une bipolarisation en deux classes sociales : la bourgeoisie sans cesse réduite par le processus de concentration, et le prolétariat toujours croissant, dont le travail deviendrait de plus en plus simple, de plus en plus homogène. Or le système capitaliste n'a pas évolué dans ce sens :

1) Un nombre toujours plus grand de gens travaillent dans les secteurs considérés comme non productifs dans les catégories de Marx : le secteur de gestion et de distribution, le système d'éducation (il existe 10% de

commerçants, 12% d'employés, 10% de cadres moyens environ). Nous ne savons donc pas les placer dans les rapports de production : ils sont presque tous de simples consommateurs de la plus-value produite par les prolétaires.

Sans pour l'instant parler de leur "utilité" ou de leur "inutilité", il faut d'abord enregistrer ce fait : la théorie marxiste ne nous permet pas de situer sur la base des intérêts économiques, l'un par rapport à l'autre, le publiciste et l'ouvrier du bâtiment, pas plus que l'ingénieur en marketing et la vendeuse des grands magasins. Elle nous interdit d'aller jusqu'à dire que l'un est exploité par l'autre. Cela nous semble constituer un premier échec.

2) Dans l'industrie proprement dite, nous butons sur ceux des salariés occupés à des tâches qualifiées, sur les techniciens, sur les ingénieurs. La hiérarchie de salaires que nous connaissons et qui pénètre peu à peu les pays socialistes d'Europe, ne peut être ni justifiée (comme le fait le P.C.F.), ni contestée à l'aide des concepts de la théorie marxiste :

- Que ce soit celui de travail complexe ; le travail complexe étant un multiple du travail simple de référence ;

- Que ce soit celui de force de travail, que le capital achète en payant le salaire.

Il n'existe aucun instrument satisfaisant pour opérer cette décomposition du travail complexe en travail simple. Sur cette base, on ne peut pas évaluer l'apport d'un salarié à la production.

Il n'existe pas non plus d'instruments pour évaluer la force de travail, pour distinguer entre ce qui est nécessaire (pour vivre, reproduire sa force de travail) à un ouvrier et ce qui est nécessaire à un cadre.

Dès lors, comment éviter de céder à l'empirisme ? La tendance est alors d'accepter la théorie marginaliste, et de prétendre donner aux gens des salaires proportionnels à leurs productivités marginales (alors que ces productivités dépendent intrinsèquement de l'organisation actuelle du travail), ou à postuler que la productivité est proportionnelle à la longueur des études, coup de force théorique purement réformiste.

Pour l'analyse des couches moyennes, le marxisme nous propose un autre concept pertinent qui n'est plus directement économique, celui de la division technique et de la division sociale du travail. La première est l'expression de la seule nécessité technique de la production, la seconde exprime les exigences politiques et idéologiques du maintien des structures sociales et en particulier des rapports de classe. Les postes de la division technique sont dans l'état actuel des forces productives, et celles que soient les structures sociales indispensables au maintien de la production à son état actuel. Les autres, au contraire, (le contremaître, le flic, l'idéologue bourgeois) peuvent être supprimés dans une autre structure : ainsi se trouve réintégrée la problématique de l'indispensable et de l'inutile qui ne coïncide pas avec celle de la production. Ces notions sont peut-être simplistes : il n'est pas sûr, par exemple, qu'il existe à un moment donné une répartition technique des tâches bien déterminée, mais cette notion n'est peut-être pas un cul de sac théorique. Elle n'a jamais progressé pour des raisons politiques que nous verrons plus loin. Sa dernière utilisation en France fut malheureuse : en 1964, Althusser expliquait dans la Nouvelle Critique que le rapport étudiant-professeur était un rapport purement technique. Les bureaucrates de la théorie, les marxistes académiques ont refoulé deux ans la question : ils n'ont pu l'enterrer.

## CONSEQUENCES DE L'INCAPACITE THEORIQUE

Cette incapacité théorique a eu des conséquences graves dans le mouvement ouvrier. Dans les pays capitalistes, les Partis Communistes n'ont retenu que les éléments de la théorie marxiste qui favorisaient leur mouvement de social-démocratisation. Ainsi ils ont utilisé le modèle de la bipolarisation, fondé sur l'hypothèse d'un travail de plus en plus simple, pour "isoler les monopoles" : l'ennemi de classe se réduit aux 200 familles en 1936. Il se réduit aujourd'hui à une poignée de monopolistes, on invente les concepts "d'intérêts de la nation" et "d'intérêts du peuple".

L'emploi de la notion de peuple peut avoir un sens en Chine et au Viet-Nam où il peut être défini comme la réunion des paysans et des ouvriers (90% de la population selon Mao). En France, ce ne peut être qu'un fourretout réformiste. Le PCF a donc basé sa stratégie sur le soutien aux revendications de toutes les couches non-monopolistes ; il s'oppose à la réduction de l'échelle de salaires en disant que les cadres ont des besoins spéciaux, en particulier en loisirs : L'ingénieur de Sceaux a plus besoin de la nature que l'ouvrier de Vitry... En d'autres termes, il légitime et cautionne toute la structure sociale actuelle, sauf les titres de propriété des capitalistes sur leurs usines. Ce faisant, il prépare au mieux un capitalisme d'Etat où se reconstruirait, à partir de tous les avantages hiérarchiques de pouvoir, de savoir, une bourgeoisie sans statut juridique, mais une bourgeoisie fonctionnelle. C'est pourquoi les inquiétudes des étudiants sur le contenu de la tâche qu'ils exerceront plus tard, leur dénonciation de l'Université bourgeoise et leur critique des fonctions répressives, heurtent profondément tout le schéma stratégique électoraliste du PCF.

Il est pourtant clair que cela est vital aujourd'hui. Qu'apportera de fondamental un socialisme où les mêmes ouvriers iront tous les matins, soumis aux mêmes slogans publicitaires, vers les mêmes usines où ils trouveront les mêmes tâches aux ordres des mêmes contremaîtres ? Ils ont vidé l'idée du socialisme.

Dans les pays socialistes, le slogan "à chacun selon son travail" qui fixe le principe de distribution socialiste, s'est trouvé vide de sens quand il s'agissait de déterminer le salaire de l'ingénieur par rapport à celui de l'ouvrier. On s'en est tenu à des intuitions approximatives : payer mieux les personnels qualifiés. La hiérarchie des salaires soviétiques diffère surtout de la nôtre par les faibles revenus de certains ouvriers (médecins, enseignants).

En fonction des rapports de force idéologiques et en particulier de la force des représentations du socialisme dans la conscience des ouvriers, les dirigeants des pays de l'Est adoptent des politiques très différentes.

Les mouvements récents en Tchécoslovaquie sont marqués par la revendication de salaires plus élevés par les cadres, qui veulent, à côté des revendications de libéralisme, aligner leur standing sur celui de leurs homologues occidentaux. *L'Humanité* (Mai 1968) explique que la crise économique Tchéque a pour cause une hiérarchie des salaires trop fermée : elle était bonne en 1948 mais, maintenant, pourquoi travaillerait-on davantage si cela ne doit pas entraîner d'amélioration de niveau de vie (autre que général). Effectivement que de progrès en 20 ans !

Castro, au contraire, engage Cuba dans une lutte radicale contre l'économisme.

La Chine est un autre contre-exemple. Elle limite sa hiérarchie des salaires dans un éventail de 1 à 3 et la Révolution Culturelle a eu pour fin d'empêcher la reconstitution d'une sorte de bourgeoisie fonctionnelle, tout au moins d'une hiérarchie bureaucratique rigide. On ne prétend pas fixer les

salaires par des variables économiques, mais, compte-tenu des risques idéologiques et politiques. La Révolution Chinoise représente sur le plan théorique une rupture avec l'économisme.

Cela apparaît clairement dans les explications données par l'U.J.C. (m.l.) sur la Révolution Culturelle. La bourgeoisie n'y est plus "définie" par un critère de propriété, mais par des critères multiples : pouvoir, travail intellectuel, idéologie. Cependant ces définitions sont extrêmement floues et sans rigueur. Parfois il est fait allusion aux mécanismes différenciateurs qui persistent dans la société socialiste. Parfois la bourgeoisie nouvelle est présentée comme un reste historique du capitalisme. Ces discours sont restés sans aucune rigueur théorique. Ils ont été oubliés par nos camarades M.L. quand ils parlent de la réalité française : or il est clair que les mécanismes différenciateurs (en particulier l'inégalité du savoir) sont déjà à l'oeuvre dans les pays capitalistes comme ils jouent dans les pays socialistes, et qu'il n'y a aucune raison d'en parler pour la Chine et non pour la France. Les camarades M.L. n'ont donc rien dit de pertinent depuis 6 mois sur l'Université : leur plate-forme du 10 mai (50% de fils d'ouvriers, paysans, à l'Université, alphabétisation par les enseignants, travail manuel périodique pour les intellectuels) plaquait, au dernier moment, quelques idées de la Révolution Culturelle sur une situation toute différente et leur donnait une allure réformiste absurde. Ces errements révèlent le fait qu'il est aujourd'hui impossible, pour avoir une pratique révolutionnaire adéquate (en Chine comme ici), de se définir simplement comme marxiste-léniniste, gérants d'une théorie déjà faite. Ceux qui ne reconnaissent pas aujourd'hui la crise de la pensée socialiste iront à l'échec ou resteront des groupuscules.

Nous allons maintenant présenter un essai d'interprétation critique du rôle des couches moyennes dans l'Economie. Nous n'insisterons pas sur leur rôle technique, celui des chercheurs, des ingénieurs et des techniciens dans la mise en place de l'innovation technique et le développement des forces productives. Parce que c'est un thème chéri de l'idéologie dominante, le leitmotiv des réformistes apologétistes et de la flatterie électoraliste du P.C. Parce que nous ne tenons pas à faire un discours académique équilibré mais à donner les éléments d'une critique toujours refoulée. Parce que la question est la suivante : en quoi les couches moyennes sont-elles au service de la bourgeoisie, en quoi l'université qui les forme est-elle bourgeoise ? Enfin nous ne reprenons pas le postulat marxiste selon lequel une classe ne peut être révolutionnaire que quand elle incarne le développement des forces productives (cf. la paysannerie en Chine) : il faut et il suffit qu'elle soit profondément insatisfaite du présent et qu'elle se découvre un intérêt dans un modèle de société viable et jugé supérieur par les couches sociales dont elle a besoin comme alliées. Il n'est pas possible de s'en tenir à l'interprétation mécaniste qu'on a trouvée chez Marx : l'idéologie d'une classe est révolutionnaire parce que cette classe incarne les forces productives.

On doit cependant bien reconnaître comme problème inévitable : quels sont les rapports entre l'idéologie d'une classe et son rapport aux forces productives ? Quelles raisons spécifiques a telle ou telle classe de formuler les objectifs correspondant au modèle supérieur ? Une réponse correcte à cette question passe par l'élimination du schéma marxiste qui a conduit à l'idée réformiste : les intellectuels techniciens sont la classe révolutionnaire parce que liés au développement actuel des forces productives.

Elle permettrait de mieux cerner néanmoins l'intérêt politique et la généralité des contradictions éprouvées par ces couches sociales.

## UNE TENTATIVE DE CRITIQUE ECONOMIQUE : RÔLE DES COUCHES MOYENNES DANS LES REPONSES CAPITALISTES A LA MENACE DE CRISE DE SURPRODUCTION

Ce chapitre est inspiré du livre de deux marxistes américains, Baran et Sweezy, "*Monopoly Capital*", non traduit en français. Nous nous éloignons de leur présentation mais reprenons une de leurs hypothèses principales : les couches moyennes sont souvent des parasites, des "chômeurs" bien payés, destinés à maintenir le niveau de la demande solvable, limiter le nombre des prolétaires et d'éviter la réduction du temps de travail. Ces idées paraîtront excessives : nous les versons dans le débat en cours comme hypothèse vraisemblable d'une extrême importance.

La crise de surproduction devait résulter pour Marx d'un déséquilibre entre l'offre de biens manufacturés et la demande solvable (des entreprises pour les biens de production, des particuliers pour les biens de consommation). La bipolarisation bourgeoisie-prolétariat et la paupérisation du prolétariat devaient limiter la capacité d'achat des masses : la production croissait donc plus vite que la consommation, au moins dans le secteur des biens de consommation et la crise était inévitable. Ce schéma supposait que les capitalistes - en concurrence parfaite - étaient incapables de prévision et de coordination et ne sauraient trouver les moyens de limiter la production et de faire croître suffisamment la consommation. En d'autres termes que les entrepreneurs n'étaient sensibles qu'au gain de demain et aveugles à la crise d'après demain. A ces aspects de surproduction relative (sous-consommation) se superposent aujourd'hui, dans certains secteurs (agriculture - alimentation par exemple), des aspects d'une surproduction absolue correspondant à la saturation des besoins élémentaires.

Les crises ne sont pas entièrement surmontées (cf. la crise actuelle), mais très limitées. Il ne suffit pas de dire que la monopolisation, la planification et le secteur statique facilitent les mécanismes anti-crisis -, encore faut-il voir comment ont été limitée l'offre et élevée la demande par rapport à la logique immédiate du capitalisme.

On peut limiter la production en n'utilisant pas à plein la capacité productive (c'est le suréquipement des aciéries américaines qui ne fonctionnent qu'à 70% de leurs capacités), en réduisant le nombre d'heures de travail. Pour cela, on peut jouer sur le nombre d'heures par ouvrier (réduction de la durée de la journée de travail, augmentation de la durée des congés payés), ou sur le nombre d'ouvriers. On peut enfin favoriser les productions cul-de-sac qui, sans être strictement de consommation, ne conduisent à aucune production nouvelle (les armements : la part de l'armée dans le P.N.B. américain est passée de 0,7% en 1927 à 1,4% en 1933 et à 10,3% en 1957). La science, en particulier sous la forme de la recherche spatiale (dont il n'y a que très peu à attendre), est une force de dépense du surplus.

Augmenter la consommation par l'augmentation des salaires (et effectivement les pouvoirs d'achat des ouvriers eux-mêmes ont cru), mais aussi par la multiplication de certains emplois de gestion, de représentation, de distribution, qui ne sont pas absolument nécessaires mais qui occupent des gens à qui l'on redistribue le surplus.

Le Capitalisme peut par exemple se permettre de maintenir le volume des couches sociales techniquement retardataires. C'est ainsi qu'on explique, par une volonté à la fois économique et politique (masse électorale conservatrice), le maintien prolongé jusqu'au milieu du XXème siècle en France d'une petite paysannerie surnuméraire. Même à l'heure actuelle, après l'exode rural massif des 20 dernières années, on évalue à 830 000 personnes environ au lieu de 1 700 000 actuellement employées le nombre de personnes requises pour maintenir la production au niveau actuel. Le capitalisme dispose donc de degrés



de liberté importants qu'il utilise au mieux de ses intérêts. Le désavantage du maintien d'un trop grand nombre de paysans, c'est qu'ils ne consomment pas, en raison de leurs faibles revenus, et qu'ils ne peuvent jouer un rôle idéologique organique au service de la bourgeoisie.

Il n'est donc pas étonnant que le capitalisme tende plutôt à engendrer des emplois parasites dans le secteur tertiaire où il peut leur donner une fonction idéologique moderniste. Ce faisant, il gagne sur les deux tableaux : il limite la croissance du nombre de prolétaires (qui impliquerait soit l'augmentation de la production, soit la réduction du temps de travail), et fait croître la demande solvable, et ceci d'autant plus que ces cadres sont en général bien payés. Ce faisant, il crée une couche tampon, politiquement associée par ses privilèges - prestige du travail intellectuel et salaires. On a donc pu employer à leur égard le terme de chômeurs bien payés.

Bien sûr, l'analyse est schématique. Mais il suffit de regarder quelques professions extrêmes pour se rendre compte que ce schéma recouvre une réalité : la publicité, par exemple, est un phénomène important : 1% du PNB en France, plus de 2% aux USA (par comparaison, le budget militaire français représente 4% du PNB). Ce secteur n'est pas productif, même au sens marginaliste ; au niveau de la branche : la publicité de Shell, Esso, Elf, ne fait rien consommer de plus. Si ces entreprises n'en faisaient pas (par un accord), elles vendraient autant d'essence. Mais que feraient-elles de leur surplus ? De même pour les firmes pharmaceutiques qui inondent chaque matin chaque médecin de 2 à 3 kg de publicité, revues luxueuses, qu'il ne décachète même pas. La publicité ne joue pas même le rôle d'orientation vers la nouveauté : elle est surtout développée dans les secteurs alimentation, vêtement, automobile qui sont au bord de la surproduction absolue. Elle a donc pour seule fonction économique de maintenir ce que les keynésiens appellent la propension à consommer, c'est-à-dire la possibilité du système à fonctionner identique à lui-même, à produire pour produire.

Il y a de même une inflation de la bureaucratie dans l'agriculture même, secteur en régression, les fédérations de producteurs groupent une administration pléthorique, qui, sous couvert d'enquêtes, statistiques etc..., jouent surtout un rôle politique. La bureaucratiation réglementaire peut servir à créer des emplois parasites privés : ainsi l'obligation artificielle de suivre des leçons d'auto-école.

Il existe enfin une inflation du secteur de gestion et de distribution proprement dit. On maintient dans certains secteurs (habillement par exemple) de nombreuses boutiques, ou de nombreux intermédiaires. Multiplication des postes de distribution (essence), inflation des postes de gestion et de représentation. Comparez à cet égard les trois secrétaires de la chaîne Leclerc aux centaines des chaînes Prisunic, Printemps, etc..

Il apparaît donc que le capitalisme a des choix potentiels, qui ne sont d'ailleurs jamais explicités, jamais conscients. Le "choix" s'opère en vertu, non pas d'un objectif économique comme il le prétend, mais en fonction des intérêts politiques et idéologiques de la bourgeoisie. Ainsi il pourrait a priori, surtout avec l'automation et le progrès technique, soit réduire le temps de travail - ce qui a l'inconvénient d'élever le nombre de prolétaires - soit créer de nouveaux emplois de "chômeurs payés". Il a aussi des degrés de liberté dans la ventilation des salaires (qui présente d'assez grosses variations d'un pays à l'autre). Ceci témoigne du fait que les apologistes mentent quand il nous présentent constamment la croissance capitaliste comme l'unique (et la meilleure) voie de développement, quand ils présentent le contenu de cette croissance comme déterminé par des lois économiques nécessaires. Plus largement, ceux qui refusent de passer à la critique du contenu de cette croissance cautionnent la substance même du système : l'économisme est ici comme en Chine une forme du réformisme. Il a des racines profondes jusque dans l'oeuvre de Marx

: nous savons aujourd'hui comment les investissements militaires, déterminés par des choix politiques et idéologiques, orientent la recherche scientifique et par là le contenu de l'innovation technique, donc le contenu du développement des forces productives. Le socialisme ne peut pas être aujourd'hui défini seulement comme l'instrument d'un développement supérieur des forces productives...